

l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, les trois principaux Etats totalitaires de l'heure, n'excédaient ensemble que de très peu la superficie de la province d'Ontario. Et pourtant dans ces trois pays régis par des dictateurs il y a tout près de 200 millions d'habitants tandis que l'Ontario en compte moins de 4 millions. Je ne pourrais rien dire de plus convaincant à ce sujet que cette comparaison. Au reste, je ne pourrais rien ajouter qui établisse plus nettement la nécessité d'un système de défense suffisant. Plusieurs experts en matière de guerre aérienne,—et je ne prétends pas en être un,—ont plusieurs fois exprimé l'opinion, récemment, que le Canada et les Etats-Unis, tout le continent américain, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, sont menacés par la voie des airs. Tout en avouant que je m'y connais peu sur cette question, je crois que ces experts ont probablement raison. Ainsi donc, pour ces raisons, je partage pleinement l'opinion que notre pays doit posséder un système de défense suffisant.

Je vais maintenant suggérer quelque chose qui sera peut-être le premier bâton que je mets dans les roues au cours de mes observations. Je veux dire que si quelques-uns des lieutenants de la province de Québec du très honorable député n'avaient pas été aussi assidus dans le passé à enseigner aux habitants de cette province que mon parti s'est montré militariste, parce que nous croyions en une certaine somme de défense, à peu près la moitié de celle que nous avons actuellement, s'ils n'avaient pas entassé tant de préjugés, ils n'éprouveraient pas autant de difficulté aujourd'hui à écarter celui qu'ils ont implanté en ce qui regarde la défense.

Je vais maintenant parler du Conseil des achats de la défense. Une fois de plus, j'approuve, plus ou moins, l'idée d'un Conseil des achats de la défense. Avant d'en faire l'éloge sans réserve, j'aimerais connaître son personnel afin de savoir, par exemple, s'il n'aura pas un caractère politique, si l'on ne choisira pas un homme en ignorant tous les autres en ce qui concerne la concurrence, en le finançant tandis qu'il parcourra l'univers pour recueillir des idées touchant la défense, lui accordant ensuite l'entreprise sans permettre à personne autre de soumissionner. C'est ce que je désirerais d'abord savoir avant d'approuver absolument cette proposition. Mais je suis convaincu, à titre de citoyen canadien, qui suis depuis longtemps au courant de l'opinion publique, que l'idée de gros profits provenant de la fabrication de munitions ou d'armements répugne aux habitants du pays, que ces profits émanent directement d'un certain pourcentage du montant de l'entreprise, de la vente des actions, ou soient de toute autre provenance. Un grand nombre de Canadiens considèrent

[L'hon. M. Manion.]

les profits énormes provenant des munitions comme le prix du sang, comme si l'on profitait abusivement du patriotisme. Il y a quelque temps, j'ai exprimé cette opinion, et je vais citer une déclaration que j'ai faite en présence d'un groupe non politique, l'Association canadienne des voyageurs de commerce, le 16 décembre dernier, il y a un mois aujourd'hui. De fait, je m'étais exprimé dans le même sens sans presque aucune modification, il y a une couple de mois, devant le Kiwanis Club, à London, durant l'élection complémentaire dans cette ville. Je cite mes paroles, parce qu'elles sont exactement telles que je les ai communiquées à la Presse canadienne, et elles manifestent mieux mon opinion, peut-être, et d'une manière plus concise, que je ne pourrais le faire dans ces observations. Voici ce que l'on me fait dire :

Toutes les armes et les munitions requises pour la défense directe du Canada devraient être fabriquées par l'Etat lui-même ou sous sa surveillance, les profits étant éliminés," a déclaré, hier soir, l'honorable Dr R. J. Manion, leader du parti conservateur national, au banquet annuel de l'Association canadienne des voyageurs de commerce.

"En outre, on devrait contrôler complètement les profits dans la fabrication des armes et des munitions de toute sorte pour le Royaume-Uni", a dit le Dr Manion.

"Ces propositions sont justes", a-t-il dit, "parce qu'elles donnent beaucoup de latitude aux entreprises particulières; elles permettent de rendre réellement service au Canada; elles assurent la coopération, ainsi qu'un honnête commerce avec l'Empire, donnant de cette façon aux producteurs canadiens l'occasion de bénéficier des immenses entreprises britanniques de munitions et d'armements qui sont requises."

Le Dr Manion a dit qu'il offrirait au Gouvernement le contrôle et l'élimination des profits comme alternative pour compléter la nationalisation de la fabrication des armements, parce que "Je n'aime pas que les gouvernements s'immiscent trop dans les affaires, et à cause des grosses dépenses de premier établissement que la fabrication absolue par l'Etat pourrait entraîner".

Ainsi cette expression d'opinion, à ce moment, représente mes propres vues. Celles-ci sont sujettes à modification en détail, mais je répète que je ne veux pas chercher noise en ce qui concerne la proposition d'un Conseil des achats de la défense. Toutefois, je tiens à connaître son personnel, ses idées, ainsi que ses principes.

Le paragraphe suivant du discours du trône a trait à l'accord commercial avec les Etats-Unis. Même dans ce discours, il y a une certaine propagande en faveur de cet accord. Aussitôt après la signature de ce pacte, il y eut une propagande considérable. L'accord fut signé le 17 novembre, et le lendemain, de même que plusieurs jours après, la presse a publié quarante-six pages, je crois, de commentaires, transmis par le Gouvernement, et tous élogieux. Un peu plus tard,